

Blanquefort: Emmanuel Macron condamne le "cynisme" de Ford

01/03/2019 à 07h37 Mis à jour le 01/03/2019 à 07h44



Emmanuel Macron dans un gymnase de Pessac, en Gironde. - BFMTV

Interrogé par l'épouse d'un salarié de l'usine Ford Blanquefort qui va fermer ses portes l'été prochain, le chef de l'Etat s'en est pris au géant américain de l'automobile et a promis un dispositif d'accompagnement des salariés.

"Il y a eu beaucoup de cynisme de l'entreprise Ford que je condamne, et on a fait le maximum", a déclaré jeudi Emmanuel Macron lors d'un débat à Pessac, à propos de l'usine de Blanquefort dont la dernière offre de reprise a été refusée.

"L'État s'est battu", a assuré le président de la République, "compte tenu des efforts mobilisés, s'il y avait eu un autre repreneur, je pense véritablement qu'on l'aurait eu".

"Ceux qui sont aujourd'hui licenciés vont toucher l'indemnisation, de l'argent en plus qu'on impose à l'entreprise Ford, en particulier en raison de l'ancienneté", a-t-il ajouté. Le chef de l'État répondait à l'épouse d'un salarié de l'usine, qui l'avait interpellé sur sa situation à l'occasion d'un débat dont il était l'invité surprise, à Pessac, près de Bordeaux.

"Ce qu'on va mettre en place, j'en prends l'engagement, c'est un dispositif de suivi et d'accompagnement (...) : on va mettre en place un système pour qu'il y ait un accompagnement individualisé de tous les anciens salariés Ford", a encore précisé le président de la République, en évoquant "une lutte terrible" et des "organisations syndicales (qui) ont fait un énorme travail".

Fermeture prévue l'été prochain pour les 800 salariés

Le gouvernement a entériné lundi la fermeture l'été prochain de cette usine Ford qui emploie plus de 800 personnes près de Bordeaux, après le rejet par le constructeur de la nouvelle offre du strasbourgeois Punch Powerglide.

Après le rejet de la première offre à la mi-décembre, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait eu des mots très durs contre Ford, qualifiant sa décision de "trahison".

"Le gâchis est énorme, 850 emplois directs et près de 2000 emplois induits. C'est une catastrophe pour la région", a dénoncé la CGT après l'annonce du rejet de la deuxième offre de Punch, estimant que "l'État semble en mal d'imagination ou sans volonté réelle de se confronter à la multinationale Ford ou sans moyen réel".